

INTRODUCTION DE LA PRÉSIDENTE DE L'EADI
(European Association of Development Institutes)
LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE - LJUBLJANA, 1.8.02

CHERS COLLÈGUES,

Sur la scène mondiale, l'assistance au développement a subi des attaques au vu des succès limités des projets et programmes d'aide du passé dans les pays en développement. Après l'effondrement du Bloc de l'Est, les motivations politiques et stratégiques pour dépenser des sommes importantes pour l'aide à des régimes

autoritaires avec un faible engagement se sont estompées, et ce n'est que récemment

que la tendance à la baisse de l'aide s'est inversée. Les donateurs se sont rendu compte que le succès des programmes et des projets d'aide dépendait en grande partie du cadre macro-économique et politique stable des pays bénéficiaires. Certains considèrent même que l'aide aux pays peu performants pourrait constituer une contre incitation à la bonne performance.

Même si les pays riches ont complètement bloqué les règles du jeu dans leurs relations commerciales avec les pays en développement, la marginalisation de l'Afrique dans la mondialisation de l'économie montre qu'il faudra bien davantage des deux côtés pour aider les pays moins développés à profiter des opportunités qu'une économie ouverte et mondiale peut offrir. Le temps est venu de repenser le rôle de complémentarité des forces du marché et de l'assistance au développement, destiné à améliorer la capacité d'un pays à faire usage de ses avantages comparés, et destiné à soutenir ceux qui ne sont pas en mesure de se sortir de la pauvreté par eux-mêmes. Le débat récent sur le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), combinant les propres efforts de l'Afrique pour améliorer son cadre, stimuler l'investissement privé et attirer les investisseurs étrangers, avec un

effort coordonné des pays du G8 pour soutenir des programmes de réformes crédibles dans les pays africains, peut être considéré comme un rayon d'espoir pour une coopération plus effective dans le futur.

Les pays d'Europe Centrale et Orientale ont acquis une bonne expérience au cours de la décennie écoulée dans la libération des forces du marché et la création d'un cadre institutionnel favorable pour un ancrage destiné à augmenter la richesse de leurs nations. Depuis dix ans ils reçoivent de l'aide de l'UE, de la Banque Mondiale, et d'autres donateurs pour faciliter et accélérer leur processus de transition vers des démocraties pluralistes et des économies de marché opérationnelles. Maintenant ils se préparent à intégrer l'UE et de ce fait, ils deviendront donateurs à nouveau d'assistance au développement. Seront-ils en

Legge Politi (2)

T=666⁴

1199/A

02-1199-A-FIN-5-CON

16

mesure de jouer un rôle spécial en tant que donateurs qui ont récemment vécu des ajustements structurels fondamentaux et qui pourraient faire bénéficier les autres de ce dont ils ont appris depuis 1989 ? L'une des sessions thématiques de la conférence sera consacrée au rôle futur des nouveaux intégrés à la politique de développement de l'UE.

La conférence réunira deux communautés très distinctes:

- D'un côté les chercheurs en économie sociale et les hommes politiques d'Europe Centrale et Orientale qui se rendent compte de plus en plus des nouvelles responsabilités qui attendent leurs pays comme Etats membres de l'Union Européenne, qui elle-même cherche sa place et son rôle dans un système mondial qui change à grande vitesse.

- De l'autre, la communauté des chercheurs de l'Europe de l'Ouest qui est en train de prendre la mesure des défis auxquels les Etats pré-intégrés d'Europe Centrale et Orientale ont été confrontés depuis 1989 en tant qu'économies et sociétés en transition, et auxquels ils sont maintenant confrontés dans le cadre d'une adhésion complète à l'UE.

Les deux communautés devront se donner la main dans la recherche sur le développement pour préparer une UE plus large pour une action cohérente en terme de définition de politique mondiale. Nous espérons que la Conférence Générale de Ljubljana contribuera à une coopération plus étroite entre les communautés de chercheurs d'Europe de l'Ouest, et du Centre et de l'Est dans le cadre de l'élargissement et des études de développement. Cela stimulera la recherche sur le développement et l'engagement pour la coopération dans les états pré-intégrés. Cela renforcera et élargira le réseau existant des

instituts de recherche entre l'Europe de l'Ouest d'une part et l'Europe du Centre et de l'Est d'autre part.

Au travers de ces réseaux, l'expérience des pays d'Europe Centrale et Orientale liée à la transformation politique, économique et sociale du système communiste vers des constitutions démocratiques, avec gouvernements élus et économies de marché, peut être mise à profit pour servir et conseiller les pays en développement dans la planification et la mise en place de leurs programmes de réformes.

Et finalement, la conférence donnera l'occasion aux chercheurs des pays en développement participants de contribuer au débat sur le rôle de l'UE en matière de coopération au développement et de réponses aux nouveaux défis sur la scène mondiale.